

Les inégalités à l'école

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

Nous pouvons être fiers des formidables réussites de notre système éducatif, qui a su s'ouvrir massivement à de nouveaux publics en l'absence de moyens suffisants pour accompagner cet effort. N'en déplaise aux tenants de la thèse du déclin éducatif de la France, la modernisation du système éducatif est un indéniable facteur de progrès social, économique, démocratique. Elle a accompagné de manière positive les transformations de l'économie et de la société et a contribué à corriger les inégalités sociales en démocratisant l'accès aux diplômes. Le système scolaire a ainsi contribué à améliorer les trajectoires sociales et professionnelles des populations moins favorisées.

Cependant, la proportion de jeunes réussissant à obtenir une qualification stagne en France depuis le milieu des années 1990. C'est une nouvelle étape de la démocratisation scolaire qu'il faut désormais engager, en fixant les objectifs d'une massification approfondie et d'une démocratisation réussie.

L'exceptionnelle ambition de former au plus haut niveau une partie importante de la jeunesse a été peu à peu délaissée. La politique actuellement menée lui tourne le dos. Nous avons d'ailleurs la conviction que c'est parce que la République a abandonné ce dessein que la jeunesse s'inquiète pour son avenir.

Faute d'apporter des réponses aux victimes de l'échec scolaire, le système s'organise pour tenter de les isoler de la masse des élèves, afin de les condamner au silence. C'est le sens de la mise en place de paliers d'orientations précoces (apprentissage à 14 ans) qui vident la scolarité obligatoire de tout son sens et qui n'ont rien à voir avec le renforcement nécessaire de processus d'orientation maîtrisés par le jeune. C'est aussi l'objectif des politiques de discrimination positive, qui consistent à exfiltrer quelques élèves des établissements difficiles pour leur permettre d'intégrer les établissements prestigieux.

Cette politique de tri éducatif conforte la logique sélective du système ; elle banalise l'échec, elle renforce les inégalités, elle rend les élèves responsables de leurs difficultés, elle exonère le système éducatif de toute remise en cause. L'échec de cette politique est démontré tout au long du rapport. Mais trier les élèves n'est pas seulement inefficace, c'est aussi la solution de facilité. Cette politique est celle du renoncement : nous savons quels sont les jeunes qui en sont prioritairement les victimes.

La politique menée depuis 2007 a renforcé ces caractéristiques : la libéralisation de la carte scolaire joue contre la mixité sociale, la suppression de postes, prive des moyens de mener des réformes ambitieuses.

C'est au système éducatif de s'adapter aux élèves, et non l'inverse. En adaptant sa pédagogie, en adaptant les rythmes scolaires, en renforçant l'approche pluridisciplinaire (en particulier lors des premières années du collège), en réformant ses processus d'évaluation des élèves, en combattant les redoublements contreproductifs, en rééquilibrant les filières. Les moyens doivent être concentrés sur les points faibles du système, en particulier les transitions (école-collège, collège-lycée, secondaire-supérieur). Les projets d'établissements, élaborés en concertation avec les partenaires de l'école, sont des leviers essentiels pour mener des actions de lutte contre l'échec scolaire adaptées aux besoins. L'autonomie pédagogique des établissements doit jouer selon la règle du plus favorable, et non servir d'alibi au désengagement de l'État comme c'est le cas aujourd'hui. Une politique de réussite éducative digne de ce nom n'est pas que l'addition des politiques d'établissements, sauf à revoir ses ambitions quantitatives et qualitatives à la baisse. L'État doit donc redevenir pilote, évaluer les objectifs qu'il fixe et donner du temps pour que les réformes engagées produisent leurs fruits.

La place ambiguë des partenaires de l'école (qu'il s'agisse des parents d'élèves, des collectivités locales, ou des associations complémentaires) contribue à développer une approche trop « scolaro-centrée » de la lutte contre l'échec, qui tourne le dos à une approche partenariale et territoriale, et qui renforce in fine le sentiment d'impuissance des acteurs du système éducatif, à commencer par les enseignants. Lutter contre les inégalités scolaires ne peut se faire sans un effort de l'ensemble des acteurs.

Cette école à construire, c'est bien d'avantage qu'un service public. C'est un idéal social. Œuvrer à une réussite éducative pour tous, c'est affirmer, de façon permanente et quotidienne, un humanisme militant. C'est affirmer que tout individu, tout jeune, est perfectible et que l'accès aux savoirs et aux qualifications est la clé de cette émancipation. C'est parce qu'il tourne peu à peu le dos à cette mission émancipatrice de l'Éducation qu'il convient de transformer en profondeur notre système éducatif. Et c'est parce que nous sommes attachés à cette mission émancipatrice que nous souhaitons remettre la réussite des élèves au cœur des préoccupations de l'école républicaine.

Le groupe des organisations étudiantes et mouvements de jeunesse a voté l'avis.